

48687

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.14/INR/38
1 novembre 1963

FRANCAIS
Original: ANGLAIS



COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Comité permanent de l'industrie,
des ressources naturelles et des transports
Deuxième session
Addis-Abéba, 3-13 décembre 1963

DEVELOPPEMENT DES BASSINS FLUVIAUX
INTERNATIONAUX DE L'AFRIQUE

63-3946

DEVELOPPEMENT DES BASSINS FLUVIAUX
INTERNATIONAUX DE L'AFRIQUE

(Note du secrétariat)

Un fleuve international est un fleuve qui traverse ou longe les territoires de deux Etats au moins.

Une liste et une carte des bassins fluviaux internationaux de l'Afrique sont annexées à la présente note. La liste comprend quarante-huit bassins fluviaux internationaux, dont dix-neuf s'étendent sur plus de deux Etats ou territoires. Dans vingt-trois cas, le fleuve forme la frontière, au moins sur une partie de son cours.

On s'accorde maintenant à reconnaître qu'un projet de développement des ressources hydrauliques, pour servir au mieux les intérêts des populations, ne peut être entrepris s'il n'existe pas au moins l'ébauche d'un plan de développement du bassin hydrographique dans son ensemble. Ceci est vrai tant pour les bassins fluviaux situés entièrement sur le territoire d'un Etat, que pour les bassins fluviaux internationaux.

On peut définir le développement intégré d'un bassin fluvial comme étant le développement méthodique de ses ressources hydrauliques pour diverses utilisations qui augmenteront le bien-être des populations. Le développement ainsi conçu des bassins fluviaux est naturellement plus facile s'ils sont nationaux. En effet, lorsqu'ils sont internationaux des consultations et des accords entre Etats souverains sont nécessaires. Les gouvernements intéressés peuvent être animés d'un désir sincère de coopération, mais certaines questions, telles la suffisance ou l'exactitude des données relatives au débit ou à la répartition des eaux, peuvent donner lieu à des difficultés. D'autres peuvent venir de ce que les accords sur la répartition des eaux ont été négociés autrefois entre puissances métropolitaines, au nom des territoires sous leur administration. Dans certains cas, les Etats ayant accédé à l'indépendance contestent ces accords.

Le développement des bassins fluviaux internationaux de l'Afrique a déjà fait l'objet d'un certain nombre de consultations. On peut citer les accords de 1929 et les accords ultérieurs relatifs aux eaux du Nil.

Récemment, une mission d'experts a, au titre du Programme d'assistance technique des Nations Unies, et à la demande des quatre pays riverains, visité le bassin du Sénégal. Dans son rapport, la mission a rassemblé les connaissances que l'on a des ressources de ce bassin, présenté des recommandations quant à l'ordre de priorité des futures études et enquêtes et des suggestions en vue de la création d'un organisme permanent international pour le développement du bassin du Sénégal.

Les Etats riverains du bassin du Niger sont actuellement engagés dans des négociations en vue de l'établissement d'une nouvelle convention relative à ce bassin, qui remplacerait celle qu'ont signée les puissances métropolitaines en 1887 et en 1919. A la demande des gouvernements intéressés, des experts du Secrétariat du Siège de l'Organisation des Nations Unies et de la CEA ont collaboré à la rédaction du nouveau projet de convention. On espère que celle-ci sera bientôt signée.

Les Gouvernements du Dahomey et du Togo ont récemment décidé d'unir leurs efforts en vue du développement du bassin du Mono, qui s'étend sur les territoires des deux Etats. Un projet du Fonds spécial portant sur les ressources hydrauliques est actuellement en cours d'exécution, et d'autres projets du Fonds spécial relatifs à ce bassin fluvial sont mis au point ou sont à l'étude.

Le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique peut susciter la coopération en vue du développement des bassins fluviaux internationaux, en préparant notamment pour certains bassins fluviaux internationaux des études préliminaires exposant la situation actuelle. On projette d'en consacrer une au bassin du lac Tchad. La CEA peut en outre aider les gouvernements intéressés à présenter leurs demandes de missions à l'Assistance technique de l'Organisation des Nations Unies, au titre du Programme de la Décennie des Nations Unies pour le développement (voir document E/CN.14/INR/35). Les rapports et les missions de ce genre doivent être suivis de nouvelles études et enquêtes dans lesquelles seraient présentés des plans de développement possibles.

Il viendra un moment où on devra créer pour chaque bassin fluvial, un comité international chargé d'étudier un plan de développement. Dans le mandat de ces comités, il faudra stipuler que les discussions n'impliquent aucun engagement quel qu'il soit, les travaux de ces comités ayant pour objet de déterminer les domaines d'accord et de désaccord, et de rechercher les causes de désaccord. L'Organisation des Nations Unies pourrait, par les soins de la commission économique régionale, aider efficacement les comités dans leurs travaux, en envoyant des observateurs à leurs réunions et en contribuant, au besoin, à la préparation d'études, d'enquêtes et de plans de développement complémentaires.

L'expérience a montré que le développement méthodique des bassins internationaux ne se conçoit pas sans une commission mixte internationale permanente créée par traité. Il faut qu'on arrive à en établir une pour chaque bassin fluvial dont on envisage le développement.

Les bassins fluviaux internationaux de l'Afrique (eaux de surface)^{1/}

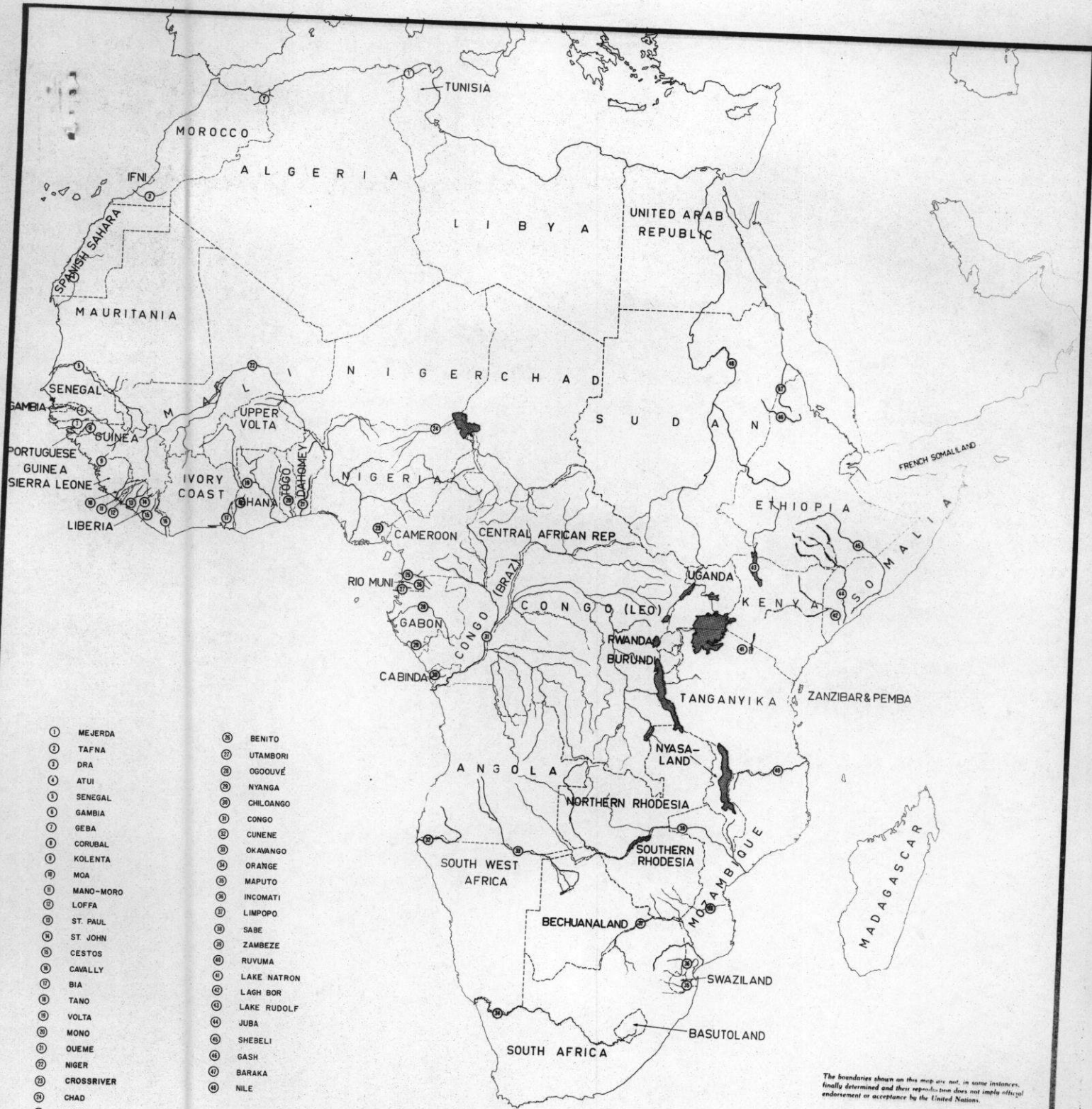
<u>Nom du fleuve principal</u>	<u>Territoires</u>	<u>Superficie approximative (Km2)</u>
Medjerda	Algérie, Tunisie	20,000
Tafna	Algérie, Maroc	4,500
Dra	Algérie, Maroc, Sahara espagnol	-
Atoui	Mauritanie, Sahara espagnol	-
Sénégal*	Guinée, Mali, Mauritanie, Sénégal	441,000
Gambie	Guinée, Mali, Sénégal	182,000
Geba	Guinée portugaise, Sénégal	7,000
Corubal	Guinée, Guinée portugaise	27,000
Kolenté* (Grande Scarcies*)	Guinée, Sierra Leone	7,000
Moa*	Guinée, Libéria, Sierra Leone	14,000
Mano-Moro	Libéria, Sierra Leone	10,000
Lofa	Guinée, Libéria	9,000
Saint-Paul	Guinée, Libéria	18,000
Saint-John	Guinée, Libéria	18,000
Sestos*	Côte-d'Ivoire, Guinée, Libéria	14,000
Cavally*	Côte-d'Ivoire, Libéria	26,000
Bia	Côte-d'Ivoire, Ghana	10,000
Tanoé*	Côte-d'Ivoire, Ghana	13,000
Volta*	Côte-d'Ivoire, Ghana, Haute-Volta, Togo	300,000
Mono*	Dahomey, Togo	22,000
Ouémé*	Dahomey, Nigéria	50,000
Niger*	Cameroun, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Guinée, Haute-Volta, Mali, Niger, Nigéria et Tchad	1,100,000

^{1/} Cette liste n'est peut-être pas complète. Elle n'implique aucune reconnaissance ou acceptation officielle, par l'Organisation des Nations Unies, des frontières internationales utilisées pour déterminer si un fleuve doit être considéré comme international ou non.

<u>Nom du fleuve principal</u>	<u>Territoires</u>	<u>Superficie approximative (Km²)</u>
Cross	Cameroun, Nigéria	38,000
Tchad*	Cameroun, Niger, Nigéria, République centrafricaine, Tchad	-
N'tem* (Campo*)	Cameroun, Gabon, Rio Muni	31,000
Benito	Gabon, Rio Muni	14,000
Utambori*	Gabon, Rio Muni	5,000
Ogôoué*	Congo (B), Gabon	220,000
Nyanga	Congo (B), Gabon	22,500
Chiloango	Cabinda (Angola), Congo (L)	14,000
Congo*	Angola, Burundi, Cameroun, Congo (B), Congo (L), République centrafricaine, Rhodésie du Nord, Tanganyika	3,700,000
Cunéné*	Angola, Sud-Ouest africain	115,000
Okavango*	Angola, Betchouanaland, Sud-Ouest Africain	130,000
Orange*	Afrique du Sud, Bassoutoland, Sud- Ouest africain	1,000,000
Maputo	Afrique du Sud, Mozambique, Swaziland	29,000
Komati	Afrique du Sud, Mozambique, Swaziland	30,000
Limpopo*	Afrique du Sud, Betchouanaland, Mozambique, Rhodésie du Sud	358,000
Save	Mozambique, Rhodésie du Sud	102,000
Zambèze*	Angola, Betchouanaland, Mozambique, Nyassaland, Rhodésie du Nord, Rhodésie du Sud	1,200,000
Rovuma*	Mozambique, Tanganyika	145,000
Lac Natron*	Kenya, Tanganyika	19,000
Lagh Bor (Uaso Nyiro)	Kenya, Somalie	150,000
Lac Rodolphe*	Ethiopie, Kenya, Soudan	500,000
Giuba	Ethiopie, Kenya, Somalie	196,000
Scebeli	Ethiopie, Somalie	200,000
Gash	Ethiopie, Soudan	30,000
Baraka	Ethiopie, Soudan	60,000
Nil	Burundi, Congo (L), Ethiopie, Kenya Ouganda, République Arabe Unie, Rwanda Soudan, Tanganyika	2,700,000

* L'asterisque indique que le fleuve forme frontière, au moins sur une partie de son cours.

INTERNATIONAL RIVERS IN AFRICA



The boundaries shown on this map are not, in some instances, finally determined and their reproduction does not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.